

Distr.  
LIMITEE

TD/B/WG.4/L.1/Add.1  
18 décembre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Groupe de travail spécial sur l'expansion  
des débouchés commerciaux des pays  
en développement  
Première session  
Genève, 14 décembre 1992  
Point 6 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR L'EXPANSION  
DES DEBOUCHES COMMERCIAUX DES PAYS EN DEVELOPPEMENT  
SUR SA PREMIERE SESSION

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
du 14 au 18 décembre 1992

Rapporteur : M. Dietmar-Gert Lackner (Autriche)

#### TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Etablissement du programme de travail du Groupe (point 3 de l'ordre du jour) .....	11 - 15

## Chapitre I

### ETABLISSEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE (Point 3 de l'ordre du jour)

(suite)

11. Le représentant du Centre du commerce international CNUCED/GATT (CCI) a rappelé qu'au cours des 28 dernières années, le Centre avait travaillé exclusivement pour les pays en développement dans le domaine de la promotion du commerce, et souvent dans ces pays mêmes. Le CCI était devenu un organe subsidiaire commun de la CNUCED et du GATT en 1968. Depuis 1979, outre des activités de coopération technique pour la promotion et le développement des exportations, le Centre s'était activement préoccupé de la rationalisation des opérations d'importation et de l'amélioration des techniques d'importation. Il se félicitait ainsi de l'occasion qu'il avait de partager avec les membres du Groupe de travail spécial l'expérience et les compétences qu'il avait accumulées au fil des ans. Le CCI avait constamment travaillé en étroite association avec la CNUCED sur de nombreux projets et activités de coopération technique. Il avait pu constater que l'expansion du commerce dans les pays en développement commençait normalement - au niveau macro-économique comme au niveau micro-économique - par une évaluation des débouchés à l'exportation. A cette évaluation succédait la mise en place d'une capacité adéquate de production à l'exportation, qui s'inscrivait dans le contexte des politiques nationales et ne relevait pas du mandat du Centre. L'accès aux marchés comportait à la fois des aspects de politique commerciale et des aspects de commercialisation des exportations.

12. Une fois définie, la politique commerciale devait être appliquée au moyen d'une stratégie commerciale relative aux aspects opérationnels des exportations et des importations, les unes n'allant pas sans les autres. Le CCI serait heureux de faire profiter de son expérience dans les domaines de fond ci-après : détermination de stratégies nationales pour la promotion du commerce et le développement des exportations, y compris les interactions essentielles entre les pouvoirs publics et le secteur privé; choix des industries d'exportation et de produits pour la promotion et le développement des exportations; détermination du potentiel d'exportation au niveau national et au niveau des entreprises; mise en place d'institutions nationales de promotion du commerce et des services d'appui nécessaires aux milieux commerciaux et industriels (par exemple, financement des exportations,

emballage, gestion de la qualité des exportations, calcul des coûts, fixation des prix, foires commerciales, représentation commerciale à l'étranger, distribution physique internationale, etc.); coentreprises avec des pays développés ou avec d'autres pays en développement pour l'acquisition de capacités technologiques et commerciales ou pour la réalisation d'investissements axés sur les exportations; promotion de petites et moyennes entreprises exportatrices, y compris la création de coentreprises avec des partenaires étrangers; contribution des importations au développement des exportations (les importations de matières premières, de biens d'équipement et de pièces détachées pour l'industrie, l'infrastructure et les services constituaient l'essentiel des importations des pays en développement et étaient indispensables à la compétitivité des exportations; de plus, dans le cadre des mécanismes de libéralisation des importations, la question concernait moins le volume des importations que la valeur des biens et services devant être importés; d'où la nécessité absolue d'améliorer la planification des importations, les achats et la gestion globale des approvisionnements dans les pays en développement); évaluation des débouchés à l'exportation sur le marché mondial pour des produits et des groupes de produits spécifiques originaires de pays en développement, y compris pour l'exportation vers d'autres pays en développement; mise au point spécifique et promotion de l'exportation de technologies et de produits liés à l'environnement dans les pays en développement; promotion du commerce d'exportation et d'importation entre pays en développement, en particulier au sein de groupements économiques sous-régionaux tels que la ZEP, la CEAO, la CEDEAO, etc.; tous les aspects de la promotion et de la commercialisation des exportations indiqués au paragraphe 51 du document TD/B/WG.4/2; renforcement des chambres de commerce et des associations industrielles et commerciales, qui jouaient un rôle de promotion et de soutien des entreprises exportatrices/importatrices; mise en place de systèmes d'information commerciale dans les pays en développement, diffusion de l'information et utilisation appropriée pour les décisions relatives aux exportations ou aux importations; étude des implications au niveau micro-économique des politiques d'ajustement structurel appliquées au niveau macro-économique. Des travaux dans ces domaines avaient été entrepris par le CCI conjointement avec la Banque mondiale et le PNUD. D'une manière générale, le CCI soulignait que

page 4

le commerce était avant tout réalisé par des entreprises, lesquelles devaient donc retenir l'attention de tous ceux qui se préoccupaient de l'expansion des débouchés commerciaux. L'une des conditions essentielles du succès dans le domaine du commerce international était la mise en valeur des ressources humaines à tous les niveaux, ce en quoi le CCI possédait une expérience considérable. Enfin, le Centre réaffirmait son appui au Groupe de travail spécial ainsi qu'au secrétariat de la CNUCED, dans la mesure où ses ressources et ses contraintes financières et humaines lui en donneraient une possibilité réaliste.

13. Le représentant du Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que les perspectives à court terme de l'économie mondiale décrites dans le document TD/B/WG.4/2 s'étaient dégradées. Ainsi, la production mondiale en 1992 augmenterait d'un peu moins de 1 %; en 1993, le taux de croissance serait d'environ 2,25 % seulement [presque un point de pourcentage de moins qu'il n'avait été prévu à peine deux mois auparavant]. Cette révision à la baisse illustrait à l'évidence une détérioration des perspectives de croissance pour les pays en développement, même si cette détérioration était moins forte que pour les pays développés. De même, le volume du commerce mondial augmenterait moins en 1993 qu'il n'avait été précédemment prévu, même si l'on atteignait le chiffre appréciable de 5,75 %, les pays en développement portant la croissance de leurs importations d'un peu plus de 8 % en 1992 à 9,5 % en 1993. Si les perspectives à plus long terme demeuraient moins sombres, le problème restait de savoir quelle action mener. Pour cette raison, il importait de s'entendre sur des stratégies directives. La stabilisation macro-économique était une condition sine qua non d'une croissance et de résultats commerciaux soutenus. Elle ne pouvait être obtenue dans un environnement de déséquilibre structurel, d'obstacles à la transmission des signaux de l'offre et de la demande, de structures d'encouragement dysfonctionnelles ou, en résumé, de mauvaise répartition des ressources intérieures. L'expérience avait montré qu'une croissance soutenue satisfaisante dépendait de mesures simultanées de promotion de la stabilisation et de réforme structurelle. Le succès remarquable du Chili en était l'illustration, puisque la croissance de ce pays avait de loin dépassé celle des autres pays en développement de l'hémisphère occidental chaque année depuis le lancement de la réforme, sauf en 1984-1985. Toutefois, en jugeant des effets de la réforme, il convenait de tenir compte d'un certain

degré d'asymétrie d'ajustement. Dans les conditions d'un effort de réforme moins prévisible, plus graduel, les résultats du Chili auraient probablement été bien inférieurs à ceux qui avaient été effectivement enregistrés. En regardant de plus près les exemples de réussite de ces dernières années, on constatait qu'une démarche graduelle ne donnait pas de bons résultats : la libéralisation du secteur du commerce extérieur devait être totale et rapide; les mesures fondées sur les prix devaient remplacer les restrictions quantitatives et s'accompagner d'une politique active de taux de change et de politiques monétaires et budgétaires rigoureuses. Le succès allait de pair avec des politiques de stimulation des exportations et la concurrence des importations. Aucun exemple de réussite ne laissait de place à des politiques de remplacement des importations ou à des désincitations à l'exportation. Les modèles de remplacement des importations qui présupposaient de vigoureux secteurs d'exportation à un stade ultérieur ne fonctionnaient plus aujourd'hui, car l'insuffisance de facteurs intermédiaires compétitifs entraînait une qualité et une conception de produits ainsi que des structures de prix qui n'étaient pas compétitives. Les orientations autrefois suivies par l'Inde, le Brésil et l'Argentine en étaient des exemples. La République de Corée avait souvent été citée comme modèle d'un choix de compromis heureux entre remplacement des importations et secteur d'exportation. Il était toutefois évident que la situation de ce pays dans les années 50 ne correspondait pas à un modèle normal de développement. L'expérience de ce pays au cours des trois dernières décennies était bien plus instructive. Dans les années 60, le modèle de remplacement des importations avait été abandonné en faveur d'une stratégie de croissance extravertie; les encouragements à l'exportation avaient eu un caractère non discriminatoire intersectoriel et avaient systématiquement été réduits à mesure que les obstacles aux importations étaient supprimés. Dans les années 70, en réaction à des événements extérieurs, il y avait eu retour au remplacement des importations dans le cas des industries lourdes et à une politique de taux de change fixes en raison de la forte hausse des prix du pétrole, ce qui avait entraîné une surévaluation de la monnaie. En avaient découlé un formidable resserrement du crédit pour les secteurs non prioritaires et une très mauvaise répartition des ressources. Ainsi, dans les années 80, le pays avait dû renouer avec une libéralisation du commerce axée sur le marché, sauf, comme précédemment, dans le secteur agricole.

page 6

14. Le représentant de la Banque mondiale a évoqué la formidable expérience accumulée par la Banque sur des questions liées à l'expansion des débouchés commerciaux des pays en développement. Les activités de recherche de la Banque avaient porté sur les trois domaines visés dans la note du secrétariat de la CNUCED : perspectives macro-économiques, accès aux marchés et amélioration des capacités de production à l'exportation des pays en développement. Ce dernier domaine avait été un important élément des activités de prêt de la Banque, la réforme de la politique commerciale occupant une place de premier plan dans les prêts à l'ajustement structurel et les prêts sectoriels. D'après une récente étude de la Banque, au cours de la période 1980-1991 plus de la moitié des prêts à l'ajustement avaient comporté un élément de conditionnalité lié à la politique commerciale.

15. L'examen annuel par la Banque mondiale des perspectives économiques globales et des pays en développement avait montré que les perspectives d'exportation des pays en développement étaient sensibles aux perspectives de croissance dans les pays industrialisés. Dans son dernier examen, la Banque avait estimé qu'une hausse annuelle de la croissance dans la région de l'OCDE d'un point de pourcentage sur trois ans entraînerait une hausse des exportations des pays en développement se chiffrant à 60 milliards de dollars des Etats-Unis par an - soit un montant presque égal aux apports nets annuels d'aide publique au développement de ces pays ou à l'accroissement escompté des exportations des pays en développement qui résulterait d'une conclusion positive des Négociations d'Uruguay. Toutefois, les perspectives globales pour les années 90 étaient plus mitigées. La croissance dans les principaux pays industrialisés serait probablement de 2,6 % par an en moyenne, plus faible que dans les années 80. Le coût réel du capital devrait rester relativement élevé, les prix des produits de base n'enregistreraient qu'un redressement modéré par rapport aux faibles niveaux actuels et le financement extérieur à des conditions de faveur se raréfierait. Néanmoins, la croissance réelle des exportations des pays en développement devrait atteindre 7 % par an au cours de la décennie, soit un chiffre plus élevé que dans le passé. La croissance des exportations d'articles manufacturés serait même plus forte encore. Des réductions supplémentaires des obstacles au commerce dans les pays industriels stimuleraient notablement les exportations des pays en développement. Dans la plupart de ces derniers toutefois, les obstacles au

commerce restaient généralement élevés malgré la tendance récente à la mise en oeuvre de réformes. Abaisser ces obstacles pourrait favoriser le commerce entre les pays en développement, ainsi que leur commerce avec les pays industrialisés. Si pour des produits spécifiques, il y avait toujours un risque de provoquer des réactions protectionnistes, la croissance phénoménale des exportations d'un certain nombre de pays en développement ayant adopté des politiques commerciales réalistes et l'accroissement de la part de ces pays sur les marchés des pays industrialisés donnaient à penser que les obstacles actuels, même dans des secteurs sensibles dans les pays industriels, n'empêchaient pas le développement des secteurs à vocation exportatrice. La toute dernière étude sur les perspectives globales soulignait également que, compte tenu des perspectives extérieures modestes, l'expansion des exportations dans les pays en développement dépendrait de plus en plus des politiques économiques intérieures. En outre, la compétitivité dans le contexte actuel de marchés interdépendants et globaux dépendrait également de la capacité des pays en développement d'améliorer leurs réseaux de communications internationales et d'absorber et de maîtriser plus rapidement de nouvelles techniques de production et de gestion.

---